

Agen 2030

Compte rendu de la soirée numérique – 4 juillet 2018

Dans le cadre de la démarche « Agen 2030 », la ville organise cinq soirées thématiques dans l'objectif de proposer des débats publics mobilisant experts et praticiens. Il s'agit ainsi d'envisager des pistes de travail futures pour la ville d'Agen et ses partenaires sur des sujets aussi divers que la transition numérique, la transition énergétique, l'attractivité du territoire ou encore la gouvernance locale. C'est dans ce contexte que le mercredi 4 juillet s'est tenue la deuxième soirée sur le thème du numérique.

1. Le temps des ateliers

Table ronde n°2 : #moi citoyen internet... ou pas ?

Table ronde animée par :

- Thibaut Dernoncourt, Cap Collectif
- Renaud Dupuy, directeur, Neorama

Intervention de Thibaut Dernoncourt

Cap Collectif est une **plateforme de participation en ligne**, qui a été créée dans le but **d'intégrer le citoyen à l'élaboration des lois**. Cette plateforme constitue une réelle **évolution des usages**, mais représente également une réponse aux enjeux soulevés par la crise de défiance politique.

Le droit à la participation citoyenne est inscrit dans la constitution. Quand la démocratie s'ouvre, une multitude d'initiatives en ressort. Cela interroge les **nouveaux modes de décision** à mettre en place et la **gouvernance future**, qui devront inclure des principes de **collaboration et de transparence** dans leur mode de fonctionnement. Le numérique permettra donc de **faciliter le processus de participation**. L'enjeu réside néanmoins dans **la volonté et la motivation des citoyens** à participer à des démarches de concertation. Cela va dépendre de la perception qu'ils auront de la **réelle prise en compte de leur avis**.

Pour appuyer son propos, Thibaut Dernoncourt s'est appuyé sur 4 GIFS (cf. présentation powerpoint) représentant divers aspects de l'utilisation des outils numériques. Il a ensuite sollicité les participants pour savoir lequel les représentaient le mieux. Une participante a choisi un GIF représentant un masque d'anonymus en disant qu'ils traitaient de « vrais

sujets ». Un autre participant, a quant à lui, pointé les « likes » en évoquant la spontanéité et la rapidité de réponse qu'ils permettent.

Au regard de ces premiers éléments de contexte, les participants se sont exprimés sur plusieurs aspects concernant la participation citoyenne à l'horizon 2030, ce qui a permis de lancer le débat.

Situation actuelle :

- La **fracture civique** (sociale) est plus profonde que celle de la fracture numérique et les deux ne se superposent pas nécessairement. Même s'il existe des outils et des plateformes collaboratives, un certain nombre de personnes restent seules.
- Les principaux enjeux de la concertation sont **de mobiliser des publics** qui ne participent pas et de permettre de les rapprocher.
 - La notion de public absent n'est pas seulement celle du public en marge.
 - Quel(s) critère(s) permette(nt) d'attester que l'on a touché un public suffisant ?
- L'une des difficultés observées réside dans le fait **qu'une large frange de personnes n'est pas connectée** (illettrisme numérique) alors que l'on est dans une phase de dématérialisation croissante.
- Une **transition démocratique est en cours** : les citoyens sont de plus en plus désireux de participer. Les citoyens souhaitent de plus en plus être intégrés et faire partie de l'organe décisionnel.
- Un **déficit de médiation numérique** est également observé. Les gouvernements n'utilisent pas actuellement les outils qu'utilisent les jeunes générations.
- **L'enjeu de la protection des données personnelles** a également été abordé.
 - On observe une préoccupation et une méfiance réelle d'une tranche de la population autour de l'outil numérique (complotisme). Ainsi, certains publics se mettent volontairement à distance de l'ensemble de ces outils.
 - Cela recoupe 2 notions : les données et le code (maîtrise éditoriale du code). Il apparaît nécessaire d'éduquer les personnes sur les données partagées en ligne mais également à la mise en place de dispositifs sur l'utilisation des données.
- L'enjeu aujourd'hui est **de réussir à produire des données afin de servir l'intérêt général**, pour permettre une nouvelle économie de la participation citoyenne.

A partir de ces constats, les participants ont questionné l'action des villes pour faire en sorte que les citoyens puissent participer et s'exprimer.

Pistes de réflexion :

- Créer, au-delà des outils numériques, des lieux de rencontres et d'échanges – maintenir le degré de proximité

- Créer une médiathèque « troisième lieu », où la culture serait gratuite et libre pour tous et qui deviendraient un lieu où le numérique pourrait se démocratiser, afin de réduire la fracture.
- Sensibiliser à la participation et à l'ouverture du citoyen dès le plus jeune âge (au sein des écoles, des centres de loisirs).
- Mettre à disposition des moyens techniques pour que tout le monde puisse avoir accès à des outils numériques. Les médiathèques pourraient être vectrices de la transition numérique.
- Former les élus et les citoyens à la concertation et à la participation. Les élus doivent prendre en compte l'avis des citoyens.
- Ne pas s'appuyer uniquement sur l'outil numérique pour aller vers les publics ; Envisager l'utilisation d'autres outils pour permettre aux citoyens de participer et de s'exprimer sur des sujets concrets (l'art peut être un élément de réponse)
- Encourager et soutenir les initiatives *bottom-up* qui émanent des citoyens (comme par exemple Nuit Debout). Des idées émergent et doivent être considérées.
- Favoriser une traduction immédiate et réactive des propositions citoyennes issues de la participation.
 - Nécessaire rapidité de la concertation et de la publication des résultats obtenus.